



SERVICES CULTURE ÉDITIONS
RESSOURCES POUR
L'ÉDUCATION NATIONALE

**Ce document a été numérisé par le CRDP de Lille pour la
Base Nationale des Sujets d'Examens de l'enseignement professionnel**

Ce fichier numérique ne peut être reproduit, représenté, adapté ou traduit sans autorisation.

SUJET N°4

À l'aide de vos connaissances et du document ci-joint, vous présenterez les principales causes des difficultés du système actuel de financement des retraites, puis vous exposerez les solutions envisageables.

Document joint à votre disposition :

- Extrait de la Tribune « La bataille des Retraites », septembre 2010.

B.P.

Spécialité : Assurances

Code Spécialité :

Durée :
20'+20'

Session
2011

Épreuve : Économie appliquée à l'assurance

N° Sujet : 4

Coefficient:
2

Folio
1 / 2



LE PROBLÈME DU FINANCEMENT DES RETRAITES: **DRAME, FATALITE, OU CHOIX?**

L'allongement de l'espérance de vie, passée en trente ans de 74 à 80 ans, avec la perspective d'atteindre 86 ans en 2050 en moyenne pour les deux sexes, a pour conséquence mécanique de multiplier le nombre de retraités alors que celui des actifs reste à peu près stable. Le Conseil d'Orientation des Retraites retient comme hypothèse centrale une population active stable autour de 26 millions de cotisants, alors que le nombre de retraités passerait de 2008 à 2050, de 15 à 23 millions, faisant chuter le rapport cotisant/bénéficiaire de 1,8 à 1,1 : dégradation considérable en effet, qui frappe d'autant plus les esprits qu'il est facile pour chacun d'imaginer qu'il a en permanence à ses côtés un retraité partageant son revenu.

Mais le COR a également émis bien d'autres hypothèses qui ont moins retenu l'attention, en particulier sur les taux de chômage et de progrès de la productivité. Sans doute sont-elles entachées de plus d'incertitude et a-t-on tendance à accorder du poids aux choses moins en fonction de leur importance réelle que de la facilité à les appréhender. Le COR avance trois hypothèses d'évolution du chômage le statu quo à 10 %, une amélioration à 7 % et une autre à 4,5 % à laquelle il ne paraît pas vraiment croire. La productivité est supposée progresser selon les hypothèses de 1,5 à 1,8 % par an ; si la population active et le chômage sont stables, ce progrès doit se traduire par un doublement du PIB sur la période. Toutes choses étant égales par ailleurs, cela signifie que le **REVENU GLOBAL DES MENACES** va également **DOUBLER**. La part de chacun ne va pas suivre la même évolution puisque le nombre de parties prenantes va augmenter : aux 26 millions d'actifs il faut

ajouter 23 millions de retraités au lieu de 15 actuellement, le total passant ainsi de 41 à 49 millions. A structure de répartition identique, c'est quand même une amélioration de plus de 60 % pour tous !

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de problème ? Non, d'abord parce que le maintien de la population active à son niveau passe par l'allongement de la période d'activité récemment décidée. Ensuite, à court terme, il y a la conjonction du papy boom et de la crise qui entraîne un déficit des régimes de retraite insupportable. Enfin et plus importante que toute autre considération, cette prévision repose sur un taux de croissance de 1,8 % par an. C'est à la fois peu et beaucoup. Peu dans un monde qui tonnait une croissance triple, beaucoup pour la France dont le taux de croissance ne dépasse pas 1 % sur les 10 dernières années. Si la croissance n'est pas au rendez-vous, le problème n'est plus le partage de ses fruits entre actifs et retraités, mais celui de la pénurie.

Pourquoi se résigner ? Le rapport Attali a mis en évidence nombre d'obstacles mais on va moins vite à les démanteler qu'à en créer de nouveaux : principe de précaution interprété de manière excessive, élucubrations sans fin sur la gouvernance, multiplication des rapports et des rapports sur les rapports qui occupe les meilleurs esprits, attitude hostile à la nouveauté : ainsi les éoliennes tant prisées quand elles n'existaient pas sont honnies dès qu'elles apparaissent. Des aberrations continuent d'exister dans l'indifférence générale. La France qui devrait être le port de l'Europe utilise Rotterdam ou Barcelone pour ses propres importations et on sait pourquoi...

Problème de retraite ? Oui, mais au sens d'abandon du champ de bataille.